

L'influence des dispositifs de soutien sur l'esprit d'entreprise des jeunes cas ANSEJ¹.

FIRLAS Mohammed

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie)

firlasm@yahoo.fr

RESUME :

Dans cette présente recherche nous soulignons que l'acte entrepreneurial est une affaire de personnes, mais qu'il est possible de faire émerger chez elles l'esprit d'entreprise, le goût d'entreprendre, ainsi que de développer les compétences nécessaires pour réussir. Cependant, pour épauler l'entrepreneur dans son action et sa démarche, il existe des conditions à mettre en place dans l'environnement. Toutefois, le rôle de l'Etat en tant que stimulateur de la création d'entreprise reste très déterminant à travers la mise en place des différents programmes et dispositifs d'aide et d'accompagnement. Ainsi, nous tentons de voir dans quelle mesure un dispositif d'aide à l'entrepreneuriat peut-il influencer l'esprit d'entreprise chez une population jeune (18-30 ans).

Nous avons choisi comme notre objet de recherche les jeunes qui sollicitent un dispositif institutionnel pour la promotion du l'entrepreneuriat dont le but est d'inciter les chômeurs à créer leur propre emploi en l'occurrence l'ANSEJ (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des jeunes). Ce dispositif d'aides spécifiques aux jeunes créateurs d'entreprise, à l'origine principalement financier (dégrèvements fiscaux et parafiscaux, des bonifications des taux d'intérêt, l'octroi des prêts non rémunérés) se veut un projet d'ensemble qui intègre les différents aspects inhérents au processus de création des entités de petite dimension en l'occurrence administratifs, informationnels, juridiques et réglementaires, techniques et de formation. Par ailleurs, ces multiples avantages sont-ils à l'origine de l'émergence de l'esprit d'entreprise chez les promoteurs ?

Mots clés :

Entrepreneuriat des jeunes, ANSEJ, esprit d'entreprise, dispositifs institutionnels.

¹ Cette communication découle de mémoire de magister en sciences économique soutenu par l'auteur à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou sous le titre «Impact des politiques d'aide à l'entrepreneuriat sur l'émergence d'esprit d'entreprise chez les jeunes. Cas : ANSEJ de Tizi-Ouzou».

Introduction :

Depuis l'engagement de l'Algérie dans la voie de l'économie du marché, nous constatons que le pays vit une transformation radicale de son environnement économique. Ce changement était caractérisé par l'importance accordée à la création des entreprises par des entrepreneurs privés. Cette transformation cependant, avait libéré les énergies entrepreneuriales et donne une importance cruciale au secteur des petites et moyennes entreprises².

Par ailleurs, un constat qui suscite plus de débats et discussions n'est autre que les difficultés rencontrées par les jeunes diplômés de s'intégrer dans la vie active. En effet, le taux de chômage ne cesse de s'accroître d'une année à une autre surtout pour la population jeune³.

Paradoxalement, durant les deux dernières décennies, la participation des jeunes à la vie économique, en général, et au niveau de la création d'entreprise en particulier a connu un développement remarquable et rapide. On constate que les jeunes entrepreneurs (18-30ans) sont de plus en plus nombreux. Ils témoignent d'un intérêt croissant pour l'entrepreneuriat. Selon Gasse (2000), « *les moins de 30 ans sont de plus en plus nombreux à vouloir créer leur activité* ». Il avance que ces jeunes possèdent un fort désir de création d'entreprise. Ce sont eux qui dessinent l'avenir économique, mais aussi social, dans un monde où « *la carrière à vie n'est plus la norme* ». En effet, l'entrepreneuriat des jeunes a connu un grand développement les dernières statistiques montrent que les jeunes occupent une place importante parmi les entrepreneurs. L'entrepreneuriat des jeunes contribue d'une façon considérable à la création d'emplois, à la croissance et à la lutte contre la pauvreté et la précarité⁴.

Pour ces raisons, la création d'entreprises par les jeunes attire une attention particulière des instances gouvernementales.

² A partir de 2000, le poids de la PME dans le tissu national a fortement augmenté ; la densité des entreprises a presque quadruplé pendant que le nombre de créations a plus que doublé. Les dernières statistiques montrent qu'à la fin du premier semestre 2015, le paysage économique national comprend 934 569 PME dont plus de 90 % sont en fait des très petites entreprises (TPE).

³ Selon les derniers chiffres, le taux de chômage en Algérie est de 10% et touche particulièrement les jeunes. Selon un récent rapport du Conseil national économique et social (CNES), le chômage est de 29% chez les jeunes de la tranche d'âge des 16 à 30 ans, ainsi que pour les universitaires (16,1%).

⁴ Selon les dernières statistiques de bulletin d'information de ministère de l'industrie, de la PME et de l'artisanat n°27 de novembre 2015, le dispositif ANSEJ a contribué à la création de 833 402 emplois.

Conscient de l'importance des jeunes et des petites entreprises, le gouvernement algérien a mis en place une stratégie globale par un dispositif d'aides variées aux jeunes entrepreneurs et à la création des entreprises qui a débuté au milieu des années 1990. Cette dernière apparaît comme une solution stratégique performante pour répondre aux problèmes d'insertion et de chômage des jeunes, et devient un enjeu majeur dans les politiques de promotion de l'esprit d'entreprise.

Autrement dit, l'insertion des jeunes suscite des préoccupations croissantes chez les pouvoirs publics, il n'y a quasiment aucun pays qui n'ait pas une politique volontariste de développement et de mobilisation de l'entrepreneuriat sous forme de programmes, d'outils et de structures d'aide et d'accompagnement.

Désormais, dans le contexte actuel de l'Algérie, l'entrepreneuriat des jeunes se voit comme une option possible de carrière professionnelle, car les jeunes constituent une cible privilégiée de sensibilisation à l'esprit d'entreprise. Plusieurs institutions d'aide et d'accompagnement à l'action entrepreneuriale ont vu le jour s'inscrivant dans la volonté politique de l'Etat de simplifier les formalités à la création d'entreprise, et de développer les réseaux d'aides aux créateurs à travers des instruments incitatifs.

Nous avons souhaité mener notre recherche sur le concept de l'entrepreneuriat et plus spécifiquement l'entrepreneuriat des jeunes, à travers l'étude de l'esprit d'entreprise sa diffusion et son émergence.

L'objectif de cette étude est d'analyser et les prédispositions entrepreneuriales chez les jeunes algériens et mesurer l'impact des facteurs institutionnels sur l'esprit d'entreprise de ses derniers. Notre recherche va tenter de répondre donc aux questions suivantes :

- Quels sont les facteurs qui motivent les jeunes entrepreneurs à se lancer dans l'activité entrepreneuriale dans le contexte actuel de l'Algérie ?
- Quels sont les facteurs les plus significatifs pesant sur le comportement entrepreneurial des jeunes algériens ?
- Les dispositifs publics d'aide et d'accompagnement à travers les mesures techniques (avantages financiers, fiscaux, parafiscaux,...) peut-il donner le goût d'entreprendre aux jeunes et quelles sont ses capacités à développer l'esprit d'entreprise?

Ainsi, l'idée centrale sur laquelle nous voulons nous pencher réside dans la compréhension des influences des dispositifs d'aide publics à l'entrepreneuriat au même titre que des variables situationnelles (contexte) et personnelles (psychologique) sur l'émergence de l'esprit d'entreprise des jeunes entrepreneurs algériens. Donc, dans un premier temps nous identifions les motivations qui poussent un jeune à entreprendre en Algérie, et dans un deuxième temps de dévoiler l'influence des facteurs institutionnels sur l'esprit d'entreprise des jeunes.

D'où l'importance de la présente recherche qui s'intéresse plus particulièrement à l'impact des politiques publiques d'aide à l'entrepreneuriat (ANSEJ) sur l'esprit d'entreprise des jeunes.

1. Entrepreneuriat chez les jeunes :

1.1. Approches de l'entrepreneuriat :

Le débat autour d'une définition de l'entrepreneuriat est largement lancé depuis plusieurs années. « *De quoi parle-t-on quand on parle d'entrepreneuriat ?* » (Gartner, 1990). Cette difficulté de définir l'entrepreneuriat tient de fait que ce phénomène est caractérisé par une importante hétérogénéité dont les manifestations sont multiples (Verstraete, 2001). Néanmoins, de nombreux travaux dans le domaine avaient proposé de multiples définitions sans qu'aucune d'entre-elles ne reçoive un consensus général. Marchesnay résume simplement ce constat : « la notion d'entrepreneur est l'une des plus controversées, et des plus chargées de sens, de l'analyse stratégique » (Marchesnay, 1995). La complexité de l'objet et du champ de recherche, accroît d'une façon considérable, la difficulté du travail des chercheurs et explique probablement l'insuffisance de continuité dans les recherches (Fayolle, 2000). Cependant, une définition précise de l'entrepreneuriat reste encore largement débattue. Dans un essai de définition, Anderson (2002)⁵ conclut qu'il est impossible de s'accorder sur une définition précise de l'entrepreneuriat.

Selon Fayolle (2002), le champ de l'entrepreneuriat est étudié selon trois approches essentielles : l'approche économique ou bien fonctionnelle, l'approche par le comportement et l'approche par les traits de personnalité.

⁵ Cité par JANSSEN, F : « Entreprendre : une introduction à l'entrepreneuriat » ; Edition De Boeck, 2009, p 26.

1.1.1. Approche fonctionnelle (*What*) :

Considérée comme la base historique de l'entrepreneuriat, l'approche fonctionnelle, celle des économistes, se donne pour objet de saisir l'impact de la création d'entreprise et le rôle des entrepreneurs dans le développement socio-économique des sociétés. Le mérite des auteurs comme Cantillon (1755), Say (1816) et Knight (1921) est d'avoir mis l'entrepreneur au cœur de la pensée économique. Il faut signaler que pour ces auteurs, l'entrepreneur n'est pas proactif : il se contente de réagir aux sollicitations de l'environnement économique. C'est Schumpeter (1934) et, à sa suite, bien d'autres chercheurs qui vont faire de l'entrepreneur un innovateur de produits et services, de techniques et procédés de fabrication, bref, une véritable « dynamo » du développement économique.

Cette vision, caractérisée par le déterminisme des phénomènes, est insuffisante pour rendre compte de la spécificité de l'activité entrepreneuriale. Elle aborde le sujet en négligeant le rôle joué notamment par les facteurs personnels.

1.1.2. Approche sur les individus (*Why and Who*) :

Les partisans de l'approche par les traits tentent de répondre à la question fondamentale « *qui est l'entrepreneur ?* ». Ils cherchent de savoir si la qualité d'entrepreneur est-elle innée ou acquise? Quel est le profil idéal de l'entrepreneur? Les spécialistes des sciences du comportement ont voulu répondre à ces questions en abordant l'entrepreneur à travers l'approche par les traits et l'approche typologique (McClelland, 1969 ; Hanzmark, 1998 ; Belley, 1990). L'approche par les traits décrit l'entrepreneur par ses caractéristiques psychologiques, ses traits de personnalité, ses motivations, ses comportements, son origine sociale et sa carrière professionnelle. Cette approche tend à considérer que seuls certains individus présentent les qualités nécessaires pour devenir des entrepreneurs, c'est-à-dire, «on est ou on n'est pas entrepreneur».

Pour plusieurs auteurs, la recherche du profil de l'entrepreneur ne répond pas à la question fondamentale, à savoir : comment une entreprise voit-elle le jour ? L'entrepreneur type est un mythe. Par conséquent, toute typologie qui tenterait de catégoriser les entrepreneurs à partir des traits de personnalité paraît illusoire. Ils optent pour une théorie du comportement, intégrant les variables psychologiques et les variables sociales et économiques dans le processus entrepreneurial (Marchesnay, 1997). En effet, ce comportement est influencé par une série de facteurs

environnementaux, culturels, et de traits de personnalité, cette relation étant systématisée par plusieurs auteurs.

1.1.3. Approche sur les processus (*How*) :

La reconnaissance, même tardive, du caractère complexe et multidimensionnel de la création d'entreprise a inauguré l'ère de l'approche sur les processus entrepreneuriaux (Gartner, 1985 ; Bruyat et Julien, 2001). La diversité des entrepreneurs et de leurs projets d'entreprise a mobilisé plus d'un chercheur, dans l'étude du processus entrepreneurial. Deux conceptions marquent cette nouvelle étape : l'émergence organisationnelle et l'opportunité entrepreneuriale.

Par ailleurs, la plupart des études menées se focalisent sur les facteurs environnementaux et sociaux et les caractéristiques individuelles pour expliquer le comportement entrepreneurial. L'interaction dynamique de ces divers éléments concourt à l'activation du processus entrepreneurial, décrit comme l'émergence d'une nouvelle entreprise.

Le thème de l'entrepreneuriat ainsi exposé, renvoie tantôt à l'environnement de la création d'activités, tantôt à l'entrepreneur lui-même et tantôt à l'esprit d'entreprise ou à l'action d'entreprendre, voire au résultat de cette action, l'organisation créée reprise ou transformée.

Ainsi, il ressort de toute cette littérature que l'entrepreneuriat est un phénomène multidimensionnel, plusieurs facteurs d'ordre économique, social, culturel, psychologique et politique influencent la décision d'une personne à créer une entreprise (Julien et Marchesnay, 1996 ; Boutillier et Uzunidis, 1999).

1.2. L'entrepreneuriat des jeunes :

L'insertion des jeunes dans la vie économique continues en effet d'être au cœur de l'actualité internationale et des préoccupations politiques, tant dans les pays industrialisés ou en voie de développement.

Ces dernières années, la création et la gestion d'entreprises par les jeunes connaissent un intérêt particulier et un développement rapide. Parallèlement à cet élargissement significatif de ce type d'entrepreneuriat, les recherches et la littérature sur cette problématique se sont développées aussi (Boussetta, 2013). Dans cette littérature entrepreneuriale sur les jeunes entrepreneurs, plusieurs chercheurs mettent le point sur les handicaps rencontrés par les jeunes entrepreneurs mais peu de travaux

donnent des informations en vue de comprendre la situation entrepreneuriale de cette catégorie pour faciliter les actions visant à le promouvoir. En effet, la majorité de ces écrits soulignent que les jeunes ont une forte confiance en eux, ils sont énergétiques et enthousiastes. Ainsi, étudier cette catégorie d'entrepreneur s'avère très pertinent dont la mesure ou il nous permettra de dévoiler la perception et la motivation principale que possèdent les jeunes à l'égard de l'entrepreneuriat. Dès lors, l'émergence de la recherche sur l'entrepreneuriat des jeunes favorise une mise en place des solutions stratégiques et efficace pour faire face aux problèmes d'insertion, au chômage et à promouvoir l'esprit d'entreprise.

Aujourd'hui, l'entrepreneuriat des jeunes joue un rôle capital dans les économies des pays en tant que levier du développement économique par sa contribution à la croissance économique, la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté.

La création d'entreprises par les jeunes est désormais considérée comme une carrière professionnelle envisageable soit par conviction et vocation, soit par défaut.

2. Les influences sur l'esprit d'entreprise :

L'esprit d'entreprise est défini dans ce papier comme la mentalité qui conduit un entrepreneur à la création d'une entreprise. Et l'entrepreneur est celui ou celle qui « *manifeste son esprit d'entreprise en impulsant et en conduisant des projets de création ou de développement d'entreprise* » (Danjou, 2004).

Selon (Gasse, 2003), les influences qui s'exercent sur la décision d'entreprendre peuvent se retrouver à trois niveaux ou moments cruciaux :

2.1. Le niveau de désirabilité (valeurs): dont les déterminants essentiels sont la famille et les proches, le milieu immédiat, le niveau d'instruction et de compétence, le profil psychologique, l'expérience et l'âge : certains antécédents et certaines caractéristiques apparaissent mieux préparer l'individu à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale, ce qui implique que certaines personnes ont une plus grande probabilité de créer leur entreprise ;

2.2. Le niveau de faisabilité (variables économiques): ce sont les perceptions, plusieurs facteurs externes, souvent indépendants de l'individu, influencent la décision d'entreprendre, qui sont principalement fonction des perceptions de l'entrepreneur, des attitudes du milieu et des groupements d'entreprises qui fournissent de nombreux avantages aux nouvelles entreprises, notamment, un réservoir de main-d'œuvre qualifiée et de fournisseurs spécialisés : ceux-ci sont liés à

l'environnement extérieur qui doit réunir les facteurs d'ambiance susceptibles de créer un climat favorable à la création d'entreprise. Aussi, l'Etat joue un rôle déterminant dans le processus de création d'entreprises par les moyens dont il dispose tel que : programmes et dispositifs d'aide à la création des entreprises. En effet, l'action entrepreneuriale est indétachable de son environnement économique et technique et, bien sûr, de l'intervention de la puissance publique (Boutillier et Uzunidis 1999).

2.3. Le niveau de création (moyens) : il est évident de signaler que la désirabilité et la faisabilité sont des conditions nécessaires mais insuffisantes pour la création des entreprises. Le niveau de création est influencé par la localisation, la nature des entreprises, les facteurs déclencheurs, l'essaimage, la formation d'équipes, la disponibilité des financements et la présence d'un réseau d'aide.

Le passage à l'acte d'entreprendre ne s'effectuera que si l'individu peut disposer des moyens et des ressources nécessaires au moment et à l'endroit opportun.

3. L'entrepreneuriat des jeunes et son accompagnement en Algérie :

3.1. Evolution de l'entrepreneuriat en Algérie :

L'Algérie possède en matière de la création d'entreprises une expérience particulièrement intéressante qu'elle a acquise tout au long des cinq dernières décennies. Il s'agit d'une expérience intervenue dans un pays qui a hérité à l'indépendance d'un nombre peu significatif d'entreprises gérées par des nationaux et qui fut donc à ses débuts un moment de véritables apprentissages pour les créateurs d'entreprises et les institutions d'appui ; cette expérience se déroula en deux phases assez bien délimitées dans le temps :

3.1.1. L'entrepreneur de la période socialiste ou l'Etat entrepreneur :

Juste après l'indépendance, l'Algérie s'est engagée dans un ambitieux programme de développement visant à assurer la transformation locale des richesses et à accroître leur utilisation à l'intérieur de l'économie. L'objectif principal de la politique de développement suivie est de transformer l'économie algérienne en y implantant une industrie de base, en procédant à des transformations des rapports de propriété au sein de l'agriculture et en maîtrisant le commerce extérieur à l'aide des instruments de l'Etat. L'Etat comme instrument de réalisation et de réussite du projet du développement économique et social se voit confier une fonction une fonction

économique en tant que « grand entrepreneur ». L'Etat a été pendant plus de 30 ans le principal entrepreneur et employeur, l'entrepreneur privé de son côté était vu comme « un profiteur » et était accusé d'appartenir à une classe de bourgeoisie exploiteuse (charte nationale de 1976).

3.1.2. L'entrepreneur de l'Algérie en transition vers l'économie de marché :

La décennie 1990 marque inéluctablement un tournant dans le processus de libéralisation de l'économie algérienne. En effet, après l'échec du socialisme et les déficits de la plupart des grandes entreprises d'Etat. L'Etat a entrepris sous la pression des institutions monétaires internationales (FMI, banque mondiale,...) d'encourager l'investissement privé en lui facilitant l'accès au crédit et en desserrant l'état bureaucratique qui pèse lourdement sur son développement. Ainsi, le nouveau dispositif législatif et réglementaire garantit plus de liberté aux entreprises privées et aux entrepreneurs. Plusieurs institutions ont vu le jour rien que pour aider l'entrepreneur à créer et accroître son affaire. Avec la montée du chômage plus récemment surtout les jeunes moins de 30 ans (qui représentent près de 70% de la population) a suscité la mise en place de mesures incitatives à la création d'entreprises développées en leur direction dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ).

3.2. Stratégie publique de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs en Algérie :

La question de l'entrepreneuriat est mise en avant par les politiques économiques dans presque tout les pays, afin de promouvoir l'esprit d'entreprise. Ce dernier est considéré comme l'une des principales forces motrices de l'innovation, de la compétitivité et de la croissance économiques. La libéralisation de l'économie algérienne depuis plus deux décennies incarnée par un arsenal de lois, de décrets, de conventions et de contrats visant à stimuler la création des entreprises a engendré une dynamique entrepreneuriale qui se matérialise à travers le nombre d'entreprises privées créées pendant cette période. Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour stimuler la création d'entreprises, ces dispositifs vont des pépinières ou incubateurs d'entreprises accompagnateurs des porteurs de projets pendant une période en leur offrant hébergement et conseils divers, à des dispositifs jumelant conseils et soutien avec des bonifications fiscales ainsi que des accords bancaires profitant des bonifications sur les taux d'intérêt. Les politiques publiques pour la facilitation et la

stimulation de la création d'entreprises se sont accélérées ces dernières années suite à l'ampleur de la crise du chômage, spécialement le chômage des jeunes et ses effets sur la politique et la société. Les dispositifs de soutien et d'aide à l'investissement en Algérie se concrétisent par deux agences publiques : l'agence nationale de Développement de l'investissement (ANDI) et l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ). Le dispositif (ANDI) est destiné aux projets d'investissement supérieur à 135000US\$, il permet l'exonération des droits de douanes pour les équipements, la franchise de TVA, l'exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné, ainsi que l'affranchissement de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pendant une période de trois ans.

Les avantages liés à ce dispositif sont l'octroi d'un prêt non rémunéré (calculé en fonction du projet d'investissement, la bonification des taux d'intérêts bancaires sur les équipements, la franchise de TVA, un taux déduit de 5% sur les droits de douane pour les biens d'équipements importés entrants directement dans la réalisation de l'investissement, l'exemption du droit de mutation à titre onéreux au taux de 4% pour les acquisitions immobilières, l'exonération de la taxe foncière pour une durée de trois ans à compter de la date d'achèvement de la construction, l'exonération de la TAP, IBS, VF et l'IRG pendant trois ans, l'application d'un taux réduit de cotisations patronales de 7% au titre des rémunérations versées aux salariées de la micro entreprise. Ces deux dispositifs ont vu la création de 11803 entreprises pour l'ANDI et de 4695 entreprises pour l'ANSEJ, sur un nombre total de création de 34192 entreprises. Les deux dispositifs comptent 48,25% du total des créations. N'est-ce pas une preuve de l'efficacité des dispositifs ? Cependant il faut se garder de crier victoire car la pérennité de ces entreprises n'a pas été prouvée.

4. Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ) : un esprit d'entreprise ou la logique d'insertion sociale ?

4.1. Présentation de dispositif ANSEJ :

Mise en place en 1997 après l'échec du dispositif d'insertion professionnel de jeunes, et cela en application des dispositions de l'article de l'ordonnance n° 96-14 du 24 juin 1996.

Elle intervient dans le soutien à la création et le financement de la micro-entreprise par des jeunes (19 à 35 ans), pour des montants d'investissements pouvant atteindre 10 millions DA.

La mission de l'ANSEJ est de favoriser la création des activités de biens et services par les jeunes promoteurs et d'encourager toutes formes d'actions et des mesures tendant à promouvoir l'emploi des jeunes. Ils peuvent présenter des demandes de soutien pour la création de micro entreprises à l'ANSEJ, les jeunes qui ont entre 19 et 35 ans et qui sont chômeurs au moment du dépôt du dossier.

Devenu opérationnel depuis le deuxième semestre 1997, le dispositif de Soutien à l'Emploi des Jeunes constitue une des solutions appropriées au traitement de la question du chômage durant cette phase de transition vers l'économie de marché.

En vertu de ses statuts, l'ANSEJ a pour missions de soutenir, de conseiller et d'accompagner les jeunes chômeurs porteurs de projets durant toutes les phases jalonnant le processus de création de leurs micro-entreprises. Elle assure également, le suivi des investissements réalisés.

4.2. Méthodologie d'investigation :

La problématique de départ consiste à vérifier, si le dispositif ANSEJ permet la diffusion de l'esprit d'entreprise. L'esprit d'entreprise nous servira de pont entre les actions et les capacités cognitives de l'entrepreneur. Deux points seront soulevés, le premier consiste dans les motivations des porteurs de projets, le second l'apprentissage qui en découle de ces créations. Ce qui nous intéresse dans le phénomène de l'entrepreneuriat est la création effective d'une entreprise.

Le choix de l'ANSEJ revient au premier lieu à la frange de la population ciblé dont la tranche d'âge est (18-30ans), au second lieu aux missions assignées à cet organisme (aide, soutien, formation, orientation...). N'est-il pas vraie que ce qui provoque l'engouement pour la formule ANSEJ serait que les jeunes sont attirés beaucoup plus par les avantages offerts par ce dispositif que par la réalisation proprement dite d'une véritable logique entrepreneuriale? Quels sont les critères qui nous permettent d'infirmer ou de confirmer l'hypothèse selon laquelle les politiques publiques de soutien à l'entrepreneuriat sont à l'origine de la dynamique entrepreneuriale?

Nous avons posé deux hypothèses : la première est que l'esprit d'entreprise est une réalité qui apparaît comme cumulative si l'on considère que celle-ci est état d'esprit

ancré à travers l'expérience et les pratiques répétitives du processus de création d'entreprise. Il est clair qu'on ne peut pas déclarer que toutes les créations d'entreprises issues du dispositif ANSEJ sont le fruit de l'esprit d'entreprise, cependant on constate que malgré le taux d'échec et les obstacles rencontrés par les jeunes, le nombre de dossiers réceptionnés par les services de l'ANSEJ est de plus en plus croissant.

La seconde hypothèse est que les politiques de stimulation à l'entrepreneuriat stimulent positivement la création des entreprises et par ricochet l'esprit d'entreprise.

Pour étayer ces hypothèses, il est intéressant d'aller voir les porteurs de projet qui pourront nous expliquer dans quelles mesures le dispositif ANSEJ a pu les conduire vers une aventure entrepreneuriale?

Nous avons ainsi opté pour une étude de terrain car seuls les porteurs de projets qui ont vécu l'expérience de l'ANSEJ peuvent nous guider dans notre analyse.

Notre démarche méthodologique consiste dans le processus d'observation des phénomènes suivie d'une enquête par questionnaires auprès des porteurs de projets. Notre passage dans les bureaux de l'ANSEJ de Tizi Ouzou nous a impressionné (une file d'attente ou des dizaines de jeunes promoteurs défilent chaque jour pour solliciter des aides et des facilités). En effet, nous avons procédé à la méthode de récolte de l'information par la technique du questionnaire.

Notre recherche étant qualitative nous avons tenté d'approcher un certain nombre d'entre eux, notre choix s'est posé sur des porteurs de projet qui sont en phase de pré démarrage (étape de financement de l'activité), c'est-à-dire en phase finale dans le processus administratif exigé par l'ANSEJ. L'enquête s'est déroulée dans le siège de l'ANSEJ sis au chef lieu de la Wilaya de Tizi Ouzou.

Afin de délimiter notre échantillon représentatif de la population, nous avons effectué un sondage, et le taux de sondage global est fixé à 33%⁶. La méthode de l'échantillonnage retenue est de convenance.

Nous avons commencé par leur poser un certain nombre de questions relatives à leurs situations sociales, professionnelles et familiales, puis à leurs appréhensions, à leurs

⁶ Le nombre des promoteurs en phase financement durant la période de l'enquête est de 152, d'après les statistiques de l'ANSEJ.

opinions et leurs attitudes à l'égard des options des enjeux humains et sociaux de leur décision, au bout de 10 jours nous avons réussi à interroger 50 porteurs de projets.

4.3. Présentation des principaux résultats

4.3.1. Profil des jeunes entrepreneurs

- *niveau d'instruction :*

Les individus interrogés présentent des niveaux d'instruction hétérogènes et relativement moyens. La plupart des interrogés détient des diplômes de la formation professionnelle (il faut noter que l'ANSEJ exige dans le montage du dossier un justificatif de formation universitaire ou professionnelle). Le point commun en matière de niveau d'instruction est l'absence quasi-totale de connaissance en entrepreneuriat. Toutefois, l'esprit d'entreprise a émergé non pas suite à des formations en entrepreneuriat mais à d'autres facteurs et mobiles.

- *La situation professionnelle antérieure avant le projet d'entreprise :*

Cette question vise à savoir l'existence d'autres perspectives d'emploi ou non pour le jeune créateur d'entreprise, elle nous oriente vers les mobiles qui ont déclenché le recours à l'entrepreneuriat. Les résultats montrent qu'un quart étaient des chômeurs (déplacement négatif) sans aucune perspective d'emploi salarié, le recours à la création d'une activité constitue une alternative à l'absence d'emploi.

- *Les motivations à la création :*

La motivation est considérée comme la force motrice de la création. Une forte motivation permet l'aboutissement du projet. Evaluer la motivation permet d'expliquer l'amplitude et la persistance de l'engagement qui déterminent les efforts et les ressources engagés par l'individu. Pour les jeunes entrepreneurs l'entrepreneuriat représente offre des avantages multiples. La motivation de création de leur entreprise par les jeunes est d'*ordre social*. Sortir du chômage et promouvoir sa situation sociale à travers l'auto emploi ont été déterminants pour une large partie des enquêtés. C'est la raison principale qui s'explique en grande partie par l'absence de perspectives en manière d'emploi public et d'embauche dans l'administration qui demeure toujours et malgré tout leur priorité. L'acte entrepreneurial apparaît pour la majorité d'entre eux comme une solution par défaut et non comme une volonté réfléchie par une action volontaire.

En seconde lieu la motivation *financière*. Il est bien de signaler aussi que l'ANSEJ, par les différentes facilités qu'elle accorde, appâte les porteurs de projet et leur fausse l'apparence du domaine de l'entrepreneuriat qui est dit difficile. Les avantages accordés par l'ANSEJ et la médiatisation qui en est suivie (dans un contexte sociale difficile) sont à l'origine de l'engouement des jeunes vers la création des entreprises.

- *Difficultés à la création d'entreprise*

Les lenteurs et lourdeurs des procédures administratives constituent la principale difficulté qui entrave les jeunes potentiels à se lancer dans l'aventure de création d'une entreprise, elles se traduisent généralement par l'excès des démarches et des procédures exigées, la complexité et la non coordination de ces dernières pour obtenir auprès des administrations locales et même centrales les accords nécessaires à l'installation, à l'établissement et au démarrage effectif de l'entreprise.

- *Ressources financières des entrepreneurs (autres que les aides de L'ANSEJ).*

Il est dit dans ce qui est communément appelé le financement triangulaire que les projets ANSEJ sont financés par trois types de ressources, le prêt non rémunéré de l'ANSEJ, le prêt bancaire et un apport personnel. Etant donné l'origine professionnelle de nos promoteurs, ces derniers ont du solliciter plusieurs personnes pour rassembler les sommes de capitaux nécessaires au démarrage de leurs projets. La constitution du capital de démarrage peut emprunter des voies contournées, au cours desquelles les *relations sociales* de l'entrepreneur jouent un rôle de premier plan. Outre les aides fournies dans le cadre du dispositif ANSEJ, deux autres sources sont à l'origine des capitaux investis, il s'agit de l'épargne personnelle et les emprunts gratuits chez ses amis et membres de famille. Cette dernière source de financement est très appréciée vue son caractère facile et accessible (pas de formalités administratives, pas de garanties à avancer et pas de démarche à effectuer).

- *L'activité principale choisie:*

Concernant la nature d'activité, nous pouvons noter que plus de la moitié des jeunes promoteurs exercent dans le secteur des services, alors que l'industrie ne constitue qu'une petite part de l'ensemble de création. A eux seuls, ces deux secteurs accaparent plus des trois quarts de l'ensemble des entreprises créées par les jeunes

promoteurs enquêtés. Ce qui confirme la nature des activités les plus prisées par les jeunes entrepreneurs enquêtés et qu'ils considèrent porteurs et rentables.

Signalons que ces jeunes créateurs d'entreprises ont préféré le secteur artisanal dont une grande majorité a choisi plutôt les activités artisanales. Il s'agit pour la plupart d'entre eux d'activités de survie qui prolongent l'activité parentale.

4.4. Analyse de l'influence de l'ANSEJ sur l'esprit d'entreprise :

- *Influence sur la désirabilité...développement d'une intention entrepreneuriale pour une intégration sociale*

Les premiers résultats mettent tout d'abord en lumière une intention entrepreneuriale forte chez les jeunes. Cette intention ne s'explique pas uniquement par l'attrait important face à l'entrepreneuriat. Mais, au regard d'une situation sociale plus dégradée, l'entrepreneuriat constitue d'abord, pour les jeunes, une voie d'évitement de difficultés d'insertion sociale. La création d'entreprise est devenue la voie d'insertion professionnelle la plus privilégiée pour cette population. En Algérie pour lutter contre le chômage des jeunes qui représente environ 70% des chômeurs, les décideurs politiques ont adapté la solution de création d'entreprise pour lutter contre le chômage et de plus promouvoir l'esprit d'entreprise. C'est dans cette logique que s'inscrit la création d'entreprise dans le cadre des dispositifs ANSEJ, c'est-à-dire créer son entreprise pour éviter les situations de difficulté sur le marché du travail et non pas dans le but de se lancer dans des créations innovantes c'est-à-dire la valorisation des connaissances ou saisir une opportunité sur le marché.

- *Influence sur la faisabilité...perception pessimiste de l'environnement et une faible prise de risque*

Dans un autre angle, le créateur de type *insertion sociale* ou *l'entrepreneuriat par nécessité* a des objectifs spécifiques. Le développement d'une structure et son intégration dans l'économie ne sont pas ses objectifs premiers, ce qui explique une prise de risque très faible.

Ce qui lui importe c'est l'indépendance, l'exercice pour son propre compte de son savoir faire. Il s'estime satisfait si ses résultats financiers sont suffisants pour rembourser ses emprunts et vivre correctement. Pour ces entrepreneurs le fait d'être à son propre compte lui procure certaines satisfactions comme l'exercice de son métier dans des conditions lui convenant, une promotion sociale par contre d'autres aspects

de l'entrepreneuriat lui paraissent plus contraignants : les lourdeurs administratives, les problèmes de financement, les incertitudes économiques,...

Les entrepreneurs questionnés ont les caractéristiques que nous avons décrit précédemment à savoir la fragilité et, sont conscients de la sévérité des conditions de la création, ainsi pour remédier à cette situation les futurs entrepreneurs construisent bien un capital social important, et ne se limite pas seulement aux conseils, aides et l'accompagnement accordés par l'ANSEJ pour se lancer dans l'aventure. Cependant, la tolérance des jeunes face aux risques est grande du fait de leur faible expérience, de l'insuffisance de leurs capitaux propres et de l'absence de relations politiques. La majorité des jeunes expriment une attitude assez négative envers la prise de risque. Toutefois, les jeunes entrepreneurs se tournent généralement vers des petites structures, ils créent au moins leur propre emploi et embauchent souvent quelques employés, mais la structure demeure souvent modeste. L'environnement institutionnel reste négativement perçu malgré tous les efforts déployés par l'Etat pour encourager l'entrepreneuriat.

- *Influence sur la création ...des avantages et aides pour quel résultat ?*

Signalons toutefois que la plupart des jeunes ont sollicité le dispositif que seulement pour bénéficier des avantages financiers (prêts sans intérêt, bonification des taux d'intérêts accordés par les banques et avantages fiscaux et parafiscaux).

L'Etat a mis en place un grand nombre d'aides juridiques, fiscales et financières, pour assister le jeune entrepreneur, la création d'entreprise est limitée par un cadre législatif et administratif contraignant. La création d'entreprise est moins facilitée et relève de plus des barrières administratives : lourdeurs bureaucratique, incompétences de conseillers, services incomplets... Ainsi, les aides publiques ont un impact relativement faible sur la création d'entreprises. Tout ceci, explique l'abondement des initiatives des entrepreneurs beaucoup plus dans le commerce, le transport, les services,... plutôt que dans la création d'unités industrielles innovantes. Le traitement du type d'entreprises, ainsi que la nature des activités créées nous amène à signaler que les entrepreneurs issus de l'ANSEJ, sont des entrepreneurs imitateurs dans le cas d'une micro entreprise et reproductifs pour les entreprises unipersonnelle. Ils ne procurent aucune nouvelle valeur et l'intensité du changement pour l'environnement reste faible. Les jeunes entrepreneurs issus de l'ANSEJ sont généralement des entrepreneurs routiniers, le plus souvent imitateurs.

Conclusion et recommandations :

L'objectif de cette contribution est de mesurer l'impact de la mise en place des diverses aides à l'entrepreneuriat par les pouvoirs publics sur l'émergence de l'esprit d'entreprise chez les jeunes. L'hypothèse de départ était donc, les systèmes d'appui et de soutien à la création d'entreprise, peut contribuer à insuffler l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Cependant, un de nos principaux objectifs de recherche est de vérifier si des dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat influencent l'esprit d'entreprise des jeunes.

Le cadre institutionnel algérien a connu de bouleversements profonds depuis l'engagement du processus des réformes et la transition du pays vers l'économie de marché. Toutefois, le secteur privé devient le moteur de ce processus, et le rôle de l'Etat a diminué, par ailleurs, beaucoup de politiques de stimulation à l'entrepreneuriat ont vu le jour rien que pour encourager, faciliter et stimuler la création des entreprise qui devient un enjeu principal pour les décideurs politiques.

Mais on constate à travers les résultats obtenus que ces dispositifs n'a pas d'influence significative sur la motivation entrepreneuriale des jeunes entrepreneurs. Plusieurs raisons peuvent expliquer un tel résultat.

Premièrement, le manque d'expérience entrepreneuriale de la majorité des répondants peut avoir causé une mauvaise perception de ces facteurs et de leur importance sur leur motivation pour se lancer en affaire. Ensuite, à l'échelle d'un individu, il est peu probable que les politiques et règlements gouvernementaux les plus favorables en matière d'entrepreneuriat le motivent assez s'il est ambitieux.

On déduit que le recours à ce dispositif ne constitue pas la motivation principale.

Par ailleurs, ces systèmes d'appui et de soutien ont été mis en place pour faire face à un double enjeu : global, pour soutenir l'emploi et remédier au problème du chômage ; individuel, pour apporter des réponses aux mobiles économiques et psychologiques manifestés par les porteurs de projets.

Les instigateurs de ces systèmes constataient que ces derniers manquaient d'argent, de savoir-faire, de formations spécifiques, d'infrastructures d'accueil... A partir de là, les systèmes d'appui et de soutien à la création d'entreprise se sont développés autour de trois axes : l'appui financier, les conseils et les formations, et le soutien logistique. Il faut souligner que l'axe le plus développé est le soutien financier surtout dans le cadre de financement des micro-entreprises. Car en Algérie, le problème le plus souvent évoqué en matière de création d'entreprise est celui du financement. L'accès

au capital peut constituer une importante barrière à l'entrée dans la fonction d'entrepreneur.

Malgré les efforts de l'Etat en vue de mettre en place un grand nombre d'aides juridiques, fiscales et financières, pour assister le créateur et le jeune entrepreneur, la création d'entreprise est entravée par un cadre législatif et administratif contraignant. La création d'entreprise est moins facilitée et relève de plus des barrières administratives : lourdeurs bureaucratique, incompétences de conseillers, services incomplets... Ainsi, les aides publiques ont un impact relativement faible sur la création d'entreprises.

Il est alors judicieux de penser à une stratégie nationale par l'établissement d'un climat d'investissement favorable, la sensibilisation et la motivation à la créativité, la formation et l'appui à la libre entreprise, impliquant au premier chef les jeunes, demeurent des passages obligés pour entreprendre des projets d'entreprise avec sérénité. L'enjeu en Algérie est bien de semer l'esprit d'entreprise dans le milieu éducatif et faire de lui une valeur admirée. Il se construit à tous les niveaux du système éducatif, en commençant par raconter l'entreprise dès le primaire contribue à développer les compétences entrepreneuriales de la jeune génération.

Références bibliographiques

- A.P.C.E. (2000)**, *Promouvoir l'esprit d'entreprise et la création d'entreprise dans le système éducatif*, rapport du CNCE.
- ASSALA, K. (2006)**, « PME en Algérie : de la création à la mondialisation », 8eme congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Haute école de Gestion(HEG) Fribourg, Suisse.
- BASSO, O. (2006)**, *Le manager entrepreneur : entre discours et réalité, diriger en entrepreneur*, Edition Village Mondial, Paris.
- BOUKHARI, M. (2009)**, *Rôle de l'État vis-à-vis des TPE/PME dans un pays nouvellement adhérent à l'économie de marché : cas de l'Algérie*, 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009, INRPME, Trois-Rivières, Canada.
- BOUTILLIER, S., UZUNIDIS, D. (1995)**, *L'entrepreneur : une analyse socio-économique*, Editions Economica, Paris.
- BOUTILLIER, S., UZUNIDIS, D. (1999)**, *La légende de l'entrepreneur. Le capital social, ou comment vient l'esprit d'entreprise*, Editions La Découverte et Syros, Paris.
- BRUYAT, C. (1994)**, Contributions épistémologiques au domaine de l'entrepreneuriat, *Revue Française de Gestion*, n°101, p.113-125.
- CAPRON, H. (2009)**, *Entrepreneuriat et création d'entreprises, facteurs déterminants de l'esprit d'entreprise*, Edition De Boeck, Bruxelles.
- CASSON, M. (1991)**, *L'entrepreneur*, Editions Economica, Paris.
- DANJOU, I. (2004)**, *Entreprendre : la passion d'accomplir ensemble*, Edition L'harmattan, Paris.
- DRUCKER, P. (1985)**, *Les entrepreneurs*, Edition Hachette.
- ESPOSITO, M-C, ZUMELLO, C. (2003)**, *L'entrepreneur et la dynamique économique : L'approche anglo-saxonne*, Edition Economica, Paris.

- FAYOLLE, A. (2005)**, *Introduction à l'entrepreneuriat*, Edition DONUD, Paris.
- FAYOLLE, A. (2004)**, *Entrepreneuriat : apprendre à entreprendre*, Edition DUNOD, Paris.
- FAYOLLE, A. (2006)**, *Devenir entrepreneur : des enjeux aux outils*, Edition VILLAGE MONDIAL.
- FILLION, L-J. (1991)**, *Visions et relations : clés du succès de l'entrepreneur*, Les Editions de l'entrepreneur, Montréal.
- GASSE, Y. (2002)**, *Les entrepreneurs naissants et la poursuite de leur projet d'entreprise : une étude longitudinale*, 6e Congrès international francophone sur la PME-HEC – Montréal.
- HERNANDEZ, E.M. (1999)**, *Le processus entrepreneurial vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat*, Edition l' Harmattan, Paris.
- HERNANDEZ, E.M. (2001)**, *L'entrepreneuriat : Approche théorique*, Edition l'Harmattan, Paris.
- HERNANDEZ, E.M. (2006)**, *L'entrepreneur et décision : de l'intention à l'acte*, Edition Eska, Paris.
- ISLI, M-A. (2005)**, *La création d'entreprises en Algérie*, Les cahiers du CREAD n°73.
- JANSSEN, F. (2009)**, *Entreprendre, une introduction à l'entrepreneuriat*, Edition De Boeck, Bruxelles.
- JULIEN P-A. (1996)**, *Les PME Bilan et perspectives*, Edition. Economica, Paris.
- JULIEN, P-A, MARCHESNAY, M. (1996)**, *L'entrepreneuriat*, Edition Economica, Paris.
- MELBOUCI, L. (2006)**, *De l'économie administrée à l'économie de marché : quelles stratégies pour l'entrepreneur algérien face à la concurrence mondiale ?*, Communication au 8eme Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Fribourg.
- TOUNES, A. et ASSALA, K. (2007)**, *Influences culturelles sur des comportements managériaux d'entrepreneurs algériens*, 5eme Congrès international de l'Académie de l'entrepreneuriat, Sherbrooke, 4 au 7 octobre.
- VERSTRAETE, T. (1999)**, *Entrepreneuriat - connaître l'entrepreneur, comprendre ses actes*, L'Harmattan.
- VERSTRAETE, T. (2000)**, *Histoire d'entreprendre : les réalités de l'entrepreneuriat*, Edition EMS Management & Société, Paris.